

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 29 Janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVE

Les Guichardières
ZA Bois de Cornillé
35500 Cornillé

Références : UD35/2025-029
Code AIOT : 0005503680

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement SAVE implanté Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 Cornillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVE
- Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 Cornillé
- Code AIOT : 0005503680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'incinération exploitée par la Société Armoricaine de Valorisation Energétique (SAVE) située à Cornillé est autorisée par arrêté préfectoral du 22 septembre 2000.

Elle appartient au groupe Agromousquetaires.

Elle réceptionne principalement des déchets organiques non-dangereux ainsi que des boues de stations d'épuration. La vapeur produite est valorisée sous forme de chaleur par la société voisine SNC Cornillé qui appartient au même groupe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des déchets
- origine des déchets
- admission des déchets
- contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
- Registre d'incendie
- lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.1.4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.3
2	origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.1.3
4	contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes	Code de l'environnement du 19/08/2024, article D541-48-1 IV
5	contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes	Code de l'environnement du 19/08/2024, article D541-48-1 III
6	contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes	Code de l'environnement du 19/08/2024, article D541-48-1 III
7	Registre d'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 7.8.5
8	lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 7.8.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a relevé aucun écart majeur.

Pour autant, l'exploitant doit être particulièrement attentif à la procédure d'acceptation des déchets (caractérisation et vérification).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, registre
Prescription contrôlée : - Les déchets sont pesés à leur arrivée, - Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant : *la date de réception du déchet sur le site, le nom du producteur ou de la collectivité, * la nature du déchet suivant la codification établie selon les articles R 541-7 à R 541-11 du Code de l'Environnement - partie réglementaire, * les quantités et les noms des transporteurs. Ce registre est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées. - Un programme de suivi de la qualité des déchets entrants est mis en place afin de s'assurer qu'ils ne présentent pas de caractère radioactif.
Constats : Par courriel du 28/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, sous forme de tableur, un extrait du registre de suivi des déchets depuis le 02/01/2024 jusqu'au 20/10/2024. Ce tableur intègre l'ensemble des données requises. Les déchets présentant un caractère radioactif sont clairement répertoriés, au travers une colonne spécifique ; à chaque fois, ces déchets sont des boues issues de collectivités. Le déchet est considéré comme radioactif lorsqu'il dépasse un seuil de 300 c/s (coups par seconde). Ce seuil a été déterminé par l'exploitant au regard des bonnes pratiques. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la procédure établie en cas de détection de radioactivité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : origine des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, origine géographique
Prescription contrôlée : L'origine géographique des déchets autorisée se détaille de la façon suivante : Origine géographique des déchets autorisée initialement Les déchets réceptionnés et traités dans cette unité sont collectés dans les régions Bretagne et Pays de Loire, et dans les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne. Origine géographique étendue pour certains déchets Les déchets listés dans le tableau annexé au présent article peuvent également provenir de la région Centre - Val de Loire, de la région Ile-de-France et des départements suivants : Oise, Seine-Maritime, Eure, Deux-Sèvres, Vienne, Charente-Maritime, Charente, Haute-Vienne, Creuse, Corrèze, Dordogne et Gironde. Cependant, l'admission des boues provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier (codes déchets 03 03 05 et 03 03 11), des boues provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure (code déchet 04 01 07) et des boues provenant du traitement des eaux usées urbaines (code déchet 19 08 05) est assortie d'une condition particulière : sont admissibles les boues dont les teneurs en éléments traces métalliques et composés traces organiques (tableaux B.1 et B.2 de la norme NFU 44-095) les rendent impropres à la production d'un compost normé NF U 44-095 et à une valorisation par épandage. Cas particulier S'agissant des déchets non dangereux relevant du code déchet 07 06 99 (Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques - déchets non spécifiés ailleurs), ils peuvent également provenir de l'unité de production de biocarburant de la société ESTENER basée au Havre en Seine-Maritime. En cas d'impossibilité avérée de s'approvisionner auprès de ces lieux de production, il est permis de s'approvisionner en déchets non dangereux relevant du code déchet 07 06 99 auprès des unités de production de biodiesel appartenant à la société SOFIPROTEOL basées à Grand-Couronne (Seine-Maritime), Venette (Oise), Le Mériot (Aube) et Bassens (Gironde) dans cet ordre de priorité.
Constats : Au travers le bilan annuel 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un tableau recensant la provenance des déchets : les déchets proviennent bien des départements prévus par la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, acceptation préalable
Prescription contrôlée : <p>Pour être admis dans l'installation les déchets satisfont à la procédure d'acceptation préalable détaillée ci-après.</p> <p>Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.</p> <p>La caractérisation de base est la première étape de la procédure d'admission ; elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères correspondant à un déchet admissible dans l'installation.</p> <p>La vérification de la conformité vise à déterminer si le déchet est conforme aux résultats de la caractérisation de base.</p> <p>Les informations à fournir sont à minima les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">source et origine du déchet ;informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;données concernant la composition du déchet ;code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. <p>Pour les boues provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier (codes déchets 03 03 05 et 03 03 11), les boues provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure (code déchet 04 01 07) et les boues provenant du traitement des eaux usées urbaines (code déchet 19 08 05), le contenu de la caractérisation comprend à minima les analyses nécessaires à l'évaluation des teneurs en éléments traces métalliques et composés traces organiques (tableau B.2 de la norme NF U 44-095).</p> <p>Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation d'incinération ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets.</p> <p>La fréquence de la vérification de la conformité ainsi que les paramètres pertinents qui y seront recherchés sont déterminés sur la base des résultats de la caractérisation de base.</p>
Constats : <p>Préalablement à l'apport de matières sur son site, donc au titre de la caractérisation de base, l'exploitant demande à son client de remplir une fiche d'identification de déchets (FID présentée en séance) qui comprend, entre autres éléments, le code déchet, sa localisation, son conditionnement. En sus, des photos peuvent être sollicitées ainsi qu'un échantillon (5 kg environ).</p> <p>Ce dernier permet à l'exploitant de constater visuellement l'état de la matière et de réaliser en interne, des analyses de siccité et de matière minérale. Ainsi est vérifiée la conformité.</p>

L'analyse des traces métalliques et des composés de traces organiques est réalisée au frais de l'exploitant. Si les analyses sont bonnes, l'exploitant valide la livraison. Dans le cas contraire, le client devra trouver un autre exutoire.

Durant la visite d'inspection, il est apparu un dysfonctionnement dans cette chaîne d'analyses au niveau de la vérification de la conformité : des boues urbaines provenant de Caen ont été livrées le 21/02/2024, alors que le résultat des analyses n'a été connu par l'exploitant que le 26/03/2024. L'analyse a donc été réalisée alors que la matière a déjà été versée dans les trémies menant au four.

> Cette pratique crée un risque que ces déchets soient incinérés par erreur alors que les résultats d'analyse ne sont pas encore connus : l'exploitant indique à l'inspection les mécanismes mis en place pour s'en prémunir;

Concernant les plus anciens clients tels que les communes de Vitré et de La Guerche de Bretagne, soit depuis une vingtaine d'années, les analyses donnent des résultats équivalents. L'exploitant considère que les boues urbaines présentent un risque faible en termes de traces métalliques et des composés de traces organiques. De ce fait, l'exploitant engage des analyses tous les 5 ans pour ce type de clients.

De plus, il apparaît qu'aucun dépassement concernant ces traces métalliques et composés de traces organiques n'a été constaté au sein des émanations de fumée.

> L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées le processus employé lui assurant que les boues traitées au sein de son installation ne répondent pas au compost normé.

L'exploitant fera systématiquement réaliser des analyses sur les boues provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier (codes déchets 03 03 05 et 03 03 11), les boues provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure (code déchet 04 01 07) et les boues provenant du traitement des eaux usées urbaines (code déchet 19 08 05) nécessitant une caractérisation de base (nouveaux clients notamment).

Il est rappelé à l'exploitant que les obligations concernant la caractérisation et l'acceptation des déchets font partie des meilleures techniques disponibles au titre du bref WI. Ces obligations ont été retranscrites dans l'arrêté du 12/01/21 qui s'impose à son installation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2024, article D541-48-1 IV
Thème(s) : Risques chroniques, indisponibilité
Prescription contrôlée : Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.
Constats : Par courriel du 28/10/2024, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées un tableau recensant les interventions, au nombre de 6, relatives à la vidéosurveillance entre le 07/07/2022 et le 02/10/2024. Au sein des cases concernant les interventions des 07/07, 19/08 et 03/10/2022, il est seulement fait référence à un bon d'intervention. Chacun des bons a été présenté à l'inspection des installations classées durant la séance : ils concernaient la mise en service, le floutage et l'ajout d'un utilisateur. Au sein des cases concernant les interventions des 05/06/2023, 27/05 et 02/10/2024, les actions menées sont explicitées. L'indisponibilité du dispositif a été limité à 4 heures en 2023 et à 5 heures en 2024 (à date). > L'exploitant est invité à conserver le principe retenu depuis le 05/06/2023 ; à savoir l'expression dans le registre du détail des actions menées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2024, article D541-48-1 III
Thème(s) : Risques chroniques, Signalisation
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.
Constats : Par courriel du 28/10/2024, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées un exemple de courriel du 17/09/2024, en l'occurrence à l'adresse de différents interlocuteurs travaillant pour VEOLIA. Ce courriel contenait un lien renvoyant vers un formulaire. Celui-ci permettait à chacun des interlocuteurs d'assurer à l'exploitant SAVE que leurs employés avaient été informés qu'ils étaient susceptibles d'être filmés sur le site de la SAVE. Ce type de courriel a été envoyé à une quarantaine d'interlocuteurs. A ce jour, 19 ont répondu, confirmant la diffusion de l'information. > L'exploitant précisera à l'Inspection les mesures prises pour garantir la bonne information des personnes concernées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2024, article D541-48-1 III
Thème(s) : Risques chroniques, Signalisation
Prescription contrôlée : La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : «-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; «-la finalité du traitement installé ; «-la durée de conservation des images ; «-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; «-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que «-la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.
Constats : Le panneau situé à l'entrée du site comporte l'ensemble des informations prévues. Un panneau similaire a bien été installé au niveau des zones de déchargements des déchets. Une affiche supplémentaire comportant les mêmes informations se trouve au niveau de la pesée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 7.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, exercices et essais périodiques
Prescription contrôlée : La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre comportant la date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu. il indique aussi les suites données aux observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 7.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum : un poteau incendie normalisé permettant d'assurer un débit de 40 m3/h, une réserve d'eau constituée au minimum de 300 m3 et équipée de raccords pompiers, un réseau de Robinets d'Incendie Armés d'un diamètre suffisant susceptible de couvrir l'ensemble des installations, des exutoires de fumées, doublés de commande manuelle en partie haute de l'unité centralisée. En outre : les extincteurs sont d'un type homologué NF.MIH, les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement, le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie de première intervention ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers ; les équipes d'intervention participent à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans, des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés au Service Départemental d'Incendie et de Secours, les voies d'accès sont maintenues constamment dégagées.
Constats : Poteau incendie, réserve d'eau, extincteurs et robinets d'incendie armés sont bien présents. Ces deux derniers matériels ont été vérifiés en 2024. Les exutoires de fumées sont bien doublés de commande manuelle. Les équipiers d'intervention reçoivent une formation annuelle comprenant en enseignement pratique l'utilisation d'extincteurs sur différents feux réels.
Type de suites proposées : Sans suite